la cgt france•tv Siège •1•2•3•4•5•Ô franceinfo:

Préambules au CE Extraordinaire Siège
5 juin 2018

1 - Réforme de l'audiovisuel public à hauts risques

Lors de la conférence du 4 juin 2018, la ministre de la Culture a brossé les très grandes lignes du projet de réforme voulu par Emmanuel Macron, 8 mois après les déclarations fracassantes sur l'audiovisuel public, " *honte de la République* ".

La CGT a réagi après la conférence pour dénoncer « le grand méchant flou » d'une réforme qui fait l'impasse sur les deux aspects fondamentaux que sont l'économique et le social. C'est bien de fixer de grandes lignes stratégiques, mais sans le nerf de la guerre et sans la contribution des femmes et des hommes qui font nos entreprises, on a un peu de mal à comprendre comment les projets pourront voir le jour.

La CGT dénonce avec force la réduction du périmètre du bouquet de chaînes publiques annoncée hier. Alors que le bouquet public de France Télévisions est un des plus petits d'Europe, il va subir avec M.Macron un rétrécissement que ni Nicolas Sarkozy, ni François Hollande n'avaient osé faire avant lui.

✓ La suppression de France 4 transférée sur le numérique est la chronique d'une mort annoncée pour la chaîne jeunesse. La BBC vient d'en faire l'amère expérience, le transfert de sa chaine sur le web s'est soldé par un échec. Les publics n'ont pas suivi. Au delà, la CGT dénonce l'impact social pour les 24 salariés de la chaîne, la déstabilisation de la filière de l'animation en France (qui a immédiatement réagi), la moindre couverture des événements sportifs comme le sport féminin ou le handisport et l'impact des ressources commerciales que procurent la chaîne et donc sur l'activité de FTP.

✓ La mise sur la sellette de France Ô, la chaîne des Outre-mer, dont l'existence même serait remise entre les mains des élus locaux, dans une approche pour le moins rétrograde de la télévision publique et une vision pour le moins singulière de son indépendance. Et que dire du ressenti des centaines de salarié-e-s qui travaillent actuellement à Malakoff, entre autres pour France Ô comme si Malakoff redevenait une simple agence comme elle l'était du temps de RFO ? Et au fait, quel est le projet de la ministre et de notre PDG pour France Ô ? Inquiétant silence.

✓ Enfin si le triplement des programmes régionaux de France 3 peut réjouir les partisans de la décentralisation, cela ne sera évidemment pas sans conséquences sur le dimen-

sionnement de l'offre nationale de France 3. Nos critiques d'Info 2015 trouvent ici tout leur sens. Avec la rédaction unique, avec le passage probable de France Info du canal 27 au canal 14, avec le renforcement annoncé de l'info nationale sur France 2, ne va-t-on pas assister à un transfert des moyens de l'info nationale de France 3 vers France 2, la Chaîne Info et les régions de France 3 ?

Les hasards du calendrier nous amènent aujourd'hui à débattre du projet de rédaction unique. Encore une fois nous dénoncerons et le fond et la forme de ce projet imposé à la hussarde, avec une violence qui dépasse certaines bornes. Pour preuve cette explosion verbale d'un manager que l'épaisseur des cloisons n'aura pas pu contenir :

" Ils pourront se rouler par terre ces petits cons, cette réforme passera quand même, de force s'il le faut.

Je les briserai. "

2 - Caporalisme d'un autre temps

Nous profitons de la présence à ce Comité d'Etablissement Siège de Yannick Le tranchant, le directeur de l'information, pour alerter les représentants du personnel et les salariés sur la grave dégradation des relations humaines et sociales dans les rédactions.

Les représentants de la CGT tiennent à dire en face à la direction de l'info ce qu'ils pensent de la manière expéditive dont elle gère les salariés, sous sa responsabilité.

Ces derniers jours, le directeur de l'information et son adjoint ont décidé de mettre fin de manière brutale et arbitraire à la collaboration de plusieurs journalistes en CDD réguliers depuis plusieurs années.

Ils poussent aussi au départ un certain nombre de collaborateurs, notamment des séniors en leur imposant des changements d'affectation, en les privant de travail en les incitant à prendre leur retraite.

Il y a aussi les menaces brutales de licenciement, comme celui de la directrice adjointe des magazines convoquée hier à son entretien préalable. Elle avait fait part de ses inquiétudes sur la capacité des magazines à supporter les réductions d'effectifs.

Pour la CGT, la recherche d'économies budgétaires à tout prix ne doit pas déboucher sur une chasse aux ETP et sur une inflation de convocations et de sanctions, créant un climat d'insécurité générale.

Comme l'a déclaré la semaine dernière le Snj-CGT réuni en congrès, la caporalisation des rédactions, l'autoritarisme et l'arbitraire provoquent de nombreux troubles psycho-sociaux. Il est urgent de mettre fin à cette gestion, marquée du sceau de l'irresponsabilité sociale.

La CGT tient à apporter son soutien aux salariés de plus en plus nombreux à être injustement sanctionnés par les directions de France Télévisions.

3 - Info 2015 – Crise à l'édition des JT

Comme la CGT le redoutait, la réorganisation du service édition est un gigantesque et dramatique plantage.

Nous avons recueilli les témoignages de responsables et de chefs d'édition, d'assistants d'édition, de scriptes et il en ressort que la nouvelle organisation du service édition traverse une crise grave, quelques semaines seulement après son application.

Certains salariés ont tellement été déstabilisés qu'ils sont en arrêt maladie, d'autres soumis au stress :

" Nous sommes au bord de la crise de nerf. " !

Voici quelques paroles de salariés en souffrance :

" En conférence de rédaction, pas de place pour moi autour de la table, je suis donc relégué au second rang. "

" Un sentiment d'inutilité domine. En effet, nos tâches sont plus que réduites et je me suis vite rendu compte que nous ne serions même pas une aide aux équipes. "

" Une fois installé, dans la régie qui n'est manifestement pas prévue pour accueillir une personne supplémentaire, je regarde le journal et là aussi je me rends compte que même pour la diffusion je ne suis d'aucune aide. "

" Le poste d'assistant d'édition est donc réduit à recopier des lignes dans un conducteur. Je comprends que mon poste correspond à de la saisie informatique. Mon métier originel est totalement dénaturé. "

" Ces multiples difficultés ont mis au jour le manque total de préparation, d'analyse des process des deux antennes et un manque évident d'accompagnement de la réforme. "

" Situation non viable que ce soit professionnellement mais aussi et surtout psychologiquement. Redonner ses lettres de noblesse à ce métier dans lequel je m'épanouissais"

Le mécontentement et la souffrance sont immenses. Un sentiment de déqualification qui frappe toutes les fonctions : scriptes auxquelles on a retiré l'essence de leur travail, chefs d'édition et assistants mal considérés, dégradation de la qualité à l'antenne, pertes de salaire pour les salariés qui ont dû se reconvertir.

A cela s'ajoute parfois les mauvais comportements de la hiérarchie, parfois du mépris, des mails qui circulent en petit comité alors que tout le collectif est concerné.

Il est évident que ceux qui ont « vendu » cette nouvelle organisation ne maîtrisent rien du tout. Ils n'ont pas voulu entendre les salariés qui sont les meilleurs experts de leurs métiers. Il serait temps d'arrêter l'aventure.

4- La présidence interpellée

Impensable, incroyable, inacceptable, irresponsable, et légalement condamnable. Ce sont les qualificatifs qui nous viennent à l'esprit lorsque se sont adressés à nous les chefs d'édition France 2 et France 3.

Cette semaine, de très hauts responsables de

l'info ont franchi une ligne blanche ou rouge.

En effet votre phase 4 d'Info 2015 continue à produire les effets que nous dénonçons tous ici, coté syndical, depuis des années.

Leurs propos et leurs actes nous obligent à vous alerter ici, Mme la Présidente, avec la plus grande et la plus ferme solennité.

Le chantage, les menaces, les intimidations et la maltraitance semblent être devenus des outils de management quotidien de ces individus.

Au point où nous en sommes Mme la Présidente, nous vous demandons d'intervenir pour que cessent immédiatement ces pratiques moyenâgeuses.

Vous n'avez pas 50 solutions . Il ne vous reste que 2 options : soit vous intervenez pour que ces pratiques cessent immédiatement, soit vous en devenez complice, avec toutes les conséquences que cela implique.

La CGT, prendra toute disposition institutionnelle au plus haut niveau légal , voire judiciaire qui lui permettront d'empêcher ces messieurs de continuer à exercer toute forme de violence envers les salariés sur lesquels ils ont autorité.

Paris,
Le 05 juin 2018

CGT France télévisions Siège
7, esplanade Henri de France ♦ Bureau A 210 ♦ 75907 PARIS Cedex 15
cgt.siege@francetv.fr http://cgtftvsiege.reference-syndicale.fr/ 01 56 22 47 02 & 01 56 22 47 04